

La Commission européenne approuve l'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal : les droits des travailleurs et la défense du secteur sidérurgique sont ignorés

Date : 9 mai 2018

La proposition d'ArcelorMittal de céder des actifs industriels majeurs en vendant ses usines en Roumanie (Galati), République tchèque (Ostrava), Luxembourg (Dudelange), Italie (Piombino), Macédoine (Skopje) ainsi que des lignes de production en Belgique (Liège) a été acceptée par la Commission européenne ce lundi 7 mai. Cette décision intervient deux semaines avant la date annoncée par la Commission européenne. Les représentants des travailleurs et des syndicats ont été privés de toute opportunité d'avoir voix au chapitre dans une décision qui aura un impact majeur sur les capacités industrielles d'ArcelorMittal puisque pas moins de 15000 emplois directs et des milliers emplois indirects sont concernés. Les syndicats de toute l'Europe dénoncent la position de la Commission européenne et d'ArcelorMittal, ils réclament unanimement des garanties immédiates sur l'avenir de chaque site et de chaque emploi et appellent à des politiques européennes fortes et ambitieuses pour soutenir pleinement le secteur sidérurgique.

La décision de la Commission européenne d'avaliser l'acquisition d'Ilva par ArcelorMittal a créé la sidération des syndicats. IndustriAll Europe se mobilise sans relâche pour les travailleurs depuis l'annonce des mesures correctives le 13 avril dernier. L'énorme « package de désinvestissement » a choqué les travailleurs qui ont été laissés dans l'ignorance par la direction d'ArcelorMittal, cette dernière ne les a en effet ni informés ni consultés correctement et à temps sur l'acquisition d'Ilva et sur la proposition de cession d'actifs. La décision de la Commission européenne intervient alors qu'en Italie, le processus d'acquisition d'Ilva est malheureusement au point mort malgré la demande des syndicats italiens de reprendre de toute urgence les négociations sur les conditions sociales du transfert des travailleurs d'Ilva.

Dès l'annonce choc d'ArcelorMittal le 13 avril d'un « package de désinvestissement » concernant 5 sites et une ligne de production en Europe, industriAll Europe a pris des mesures au nom des travailleurs européens, en coopérant également avec la Confédération européenne des syndicats (CES). Les inquiétudes liées à l'omission des droits des travailleurs dans l'enquête sur le contrôle des concentrations ont été formellement portées à la connaissance du service de la Commission en charge du cas mais aussi à la connaissance directe de la Commissaire Vestager. Les Commissaires pour l'industrie et l'emploi ont également été alertés de l'impact critique que la décision pourrait avoir sur les emplois et l'indépendance du secteur sidérurgique européen. Il est également très regrettable que la demande urgente de rencontrer le Président de la Commission Juncker, qui se targue toujours d'être un défenseur de l'acier européen et de ses travailleurs, n'ait, à ce jour, pas été accordée.

Luis Colunga, Secrétaire général adjoint d'industriAll Europe, a déclaré :

« Nous ne pouvons simplement pas tolérer qu'une décision aussi grave soit prise sans une véritable implication des représentants des syndicats et des travailleurs. C'est inacceptable dans tout

Communiqué de Presse

processus qui requiert l'identification de potentielles mesures correctives en matière de concurrence. Les droits européens fondamentaux des travailleurs à l'information et à la consultation et à un dialogue social avec la direction d'ArcelorMittal ont été enfreints. Nous ne permettrons pas que cela se reproduise, et certainement pas alors que des négociations pour garantir les conditions d'emploi des travailleurs d'Ilva doivent reprendre immédiatement et que des discussions sur l'avenir des sites ciblés par les ventes sont sur le point d'être entamées.

ArcelorMittal et la Commission européenne n'ont pas respecté les travailleurs du secteur de l'acier. Nous continuerons de réclamer que les droits des travailleurs soient appliqués et qu'une information et consultation urgentes sur le processus en cours soient menées, notamment concernant les futurs acheteurs. L'avenir des sites doit être garanti et les droits des travailleurs dans ce processus doivent être respectés. Nous continuerons de faire pression sur ArcelorMittal et la Commission européenne pour qu'ils garantissent la protection des emplois et des communautés sidérurgiques.

Le secteur européen de l'acier et ses travailleurs ont besoin d'avoir des assurances sur le marché mondial féroce d'aujourd'hui. Nous prôtons des méthodes anti-dumping et des mécanismes de défense commerciale plus forts afin de protéger le secteur d'un dumping inéquitable, mais ce n'est pas suffisant. La Commission européenne ne peut pas prendre des décisions qui affectent négativement le système intégré du secteur et qui, de plus, l'ouvrent aux investisseurs étrangers. Le secteur européen de l'acier doit être en mesure de préserver son indépendance et il a un besoin urgent d'investissements de la part des entreprises et de la Commission européenne pour surmonter cette période difficile. Cette décision est inacceptable et les travailleurs européens méritent mieux. »

Les demandes des syndicats européens seront de nouveau présentées à la direction d'ArcelorMittal lors de réunions de haut niveau la semaine prochaine. Sous l'égide d'industriAll Europe, les syndicats européens poursuivront leur coordination transnationale et envisageront d'autres actions.

Le 26 avril, plus de 50 représentants syndicaux des travailleurs d'ArcelorMittal et d'Ilva venant de Belgique, de République tchèque, de France, d'Italie, du Luxembourg, de Roumanie et d'Espagne se sont réunis sous l'égide d'industriAll Europe. Les travailleurs européens continuent d'exhorter ArcelorMittal et la Commission européenne à :

- **S'engager pour la croissance industrielle à long terme, la qualité de l'emploi et l'adoption de solutions viables** pour tous les sites d'ArcelorMittal et d'Ilva ;
- **Impliquer pleinement les syndicats et représentants des travailleurs** dans la recherche potentielle de nouveaux acheteurs, s'il y en a ;
- **Fournir une transparence totale** sur l'ensemble de la procédure de contrôle des concentrations, et la communication immédiate des informations concernant les analyses et prévisions industrielles, financières, sociales, environnementales et de marché.

Communiqué de Presse

Télécharger la déclaration des syndicats d'Arcelor Mittal et d'Ilva en [anglais](#), [français](#) (allemand suivra).

Pour plus d'informations, merci de contacter :

Aline Conchon, aline.conchon@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 54

Elsbeth Hathaway, elsbeth.hathaway@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 72

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.